

vée, pensons être la meilleure solution possible.

C'est dans cette collaboration, aujourd'hui, que je veux m'exprimer, pour être capable d'avancer l'établissement d'un satellite de communication qui, nous l'espérons, donnera certainement une culture plus avancée à tous les Canadiens.

Mais me reportant à cette rencontre qu'il y eut à Washington, je lisais aussi un communiqué qui disait:

Un conflit entre l'efficacité et la démocratie dans l'exploitation d'un réseau international de communications par satellite risque de retarder sensiblement une entente à la conférence qui se déroule à Washington depuis un mois et qui doit se terminer le 21 mars.

Alors, à la question que j'avais posée en Chambre, je crois que si le ministre avait demandé que des délégués de tous les partis se rendent là-bas, on aurait probablement déjà préparé une entente pour le Canada et nous ne serions peut-être pas obligés, aujourd'hui, de discuter de cet amendement qui ne peut que retarder l'adoption de l'avancement de ce satellite de télécommunications.

On ajoutait dans cet article, et je cite:

Le Canada et ce qui semble être la majorité ...

... au point de vue pensée ...

... des 66 délégations favorisent ce qui serait une formule «tripartite» de structure de gouvernement et d'exploitation.

Quant à moi, même s'il n'y avait pas de caisse électorale, je ne parlerais pas d'entreprise tripartite. Je dirais tout simplement: Que les compagnies privées fassent leur devoir. Elles font parfois des miracles, et elles seraient en mesure de nous donner un très bon service. Mais, comme nous avons aussi cette inquiétude, nous avons aussi raison de nous poser bien des questions. C'est pourquoi nous demandons au ministre, lorsqu'il y aura d'autres rencontres, lorsqu'il y aura des discussions d'acceptation de telle ou telle compagnie qui diffusera dans le Canada, demain, au point de vue satellite de télécommunications, de bien vouloir nous y inviter, afin que nous puissions savoir quelle ficelle, quel jeu, aussi, se joue en arrière des rideaux. Et là, nous pourrions sans doute convaincre nos bons amis du Nouveau parti démocratique de vouloir une compagnie privée, car eux aussi seront sans inquiétude à l'effet qu'il n'y a pas de contribution qui enfla la caisse électorale.

Encore une fois, je rappelle au ministre que je ne l'accuse aucunement. Je le sais assez sincère pour vouloir, un jour, priver ces caisses électorales qui nous empêcheraient de douter, une fois pour toutes, et c'est pourquoi je voudrais surtout, par rapport à l'amendement qui nous est présenté aujourd'hui, lui demander d'étudier sérieusement la question

encore une fois et permettre que ce soit les gens ou la compagnie la plus savante qui exploite cette entreprise.

D'ailleurs, nous pouvons dire que l'ère des satellites est à peine née pour le moment, au Canada, que déjà,—ce n'est peut-être pas l'amendement qui est présenté aujourd'hui—c'est probablement le plus grand problème des contestations qui existent entre Ottawa et Québec.

Si nous avons présenté un amendement nous-mêmes, cela aurait été pour demander que le Québec, dans le domaine de l'éducation, au moins, ait le droit d'autorité dans ces choses-là.

Mais comme nous ne voulons pas retarder le débat, et que nous sommes d'avis que la Société soit créée, nous demandons sérieusement au ministre, aujourd'hui, d'étudier la possibilité d'avoir plutôt une compagnie qui nous permettra, comme on l'a en France, entre autres, de nous apporter ici la diffusion par le satellite Symphonie, et, à ce moment-là il y aurait certainement une dépense beaucoup moins forte, car, comme le satellite sera placé à l'équateur, le rayon qui existera pour desservir le Québec sera automatiquement placé sur la voie qui n'amènerait aucune dépense. Nous ne serions pas obligés de voir une dépense de l'ordre de 60 millions, sans compter tout ce qu'on peut éviter pour l'entreprise privée, afin de pouvoir aller de l'avant dans ce domaine.

D'ailleurs, l'inquiétude du Nouveau parti démocratique est probablement due à la dette du Canada. Je lisais récemment qu'au 15 janvier dernier, la dette nationale, y compris les dettes garanties par le gouvernement, s'élevait à 23 milliards 574 millions, dont 6 milliards 361 millions en obligations d'épargnes du Canada.

Si une dette comme telle existe au Canada, n'est-ce pas mettre la charrue avant les bœufs que de vouloir encore dépenser 60 millions pour un satellite qui pourrait sans doute être organisé par l'entreprise privée, en tant qu'on ne hâterait pas trop les choses, si nous avons déjà la France qui est capable et qui veut diffuser gratuitement par le satellite Symphonie?

Alors, à ce moment-là, je me demande pourquoi tant hâter les choses, et je demande aussi aux représentants du Nouveau parti démocratique pourquoi ils n'ont pas plutôt analysé la dette du Canada, présenté l'amendement dans ce sens-là, et attendu que l'entreprise privée nous permette d'organiser au Canada ce dont nous aurons besoin d'ici quelques années.

Je voudrais aussi souligner que, dans les quelques remarques que je continuerai à donner, actuellement, parce que le Québec est inquiet de la tournure des événements, qu'il